

Recommandations pour l'amélioration de l'élaboration de politiques pertinentes en matière de nutrition en Afrique de l'Ouest



Objectif

Cette note fournit des orientations pour l'amélioration des politiques pertinentes en matière de nutrition en Afrique de l'Ouest. Elle est tirée d'un examen détaillé des politiques liées à la nutrition dans 16 pays : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

Transform Nutrition West Africa est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et est pilotée par l'Institution internationale de recherche sur les politiques alimentaires.

Pour prévenir et lutter contre la malnutrition, les institutions et les gouvernements sont encouragés à mettre en œuvre des approches multisectorielles. Dans le contexte de l'augmentation du fardeau du surpoids et de l'obésité et du fardeau persistant de la sous-nutrition, s'attaquer aux causes de la malnutrition avec des approches intégrées qui permettent de créer et de maintenir la synergie et le renforcement mutuel des mécanismes de politiques est crucial pour amplifier les progrès réalisés.

À partir d'une recherche documentaire et d'une consultation avec des experts de chaque pays, nous avons identifié, codé, et passé en revue toutes les politiques pertinentes en matière de nutrition, pour chaque pays d'Afrique de l'Ouest. Ces orientations reflètent les bonnes pratiques issues de l'analyse du paysage de la politique régionale. Des pratiques ont été sélectionnées parce qu'elles constituent des étapes décisives dans le processus de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques liées à la nutrition. Cependant, nous n'avons pas mesuré l'impact des politiques sur les résultats obtenus dans le domaine de la nutrition. Ces recommandations serviraient à guider l'élaboration et la révision ultérieures des politiques pertinentes en matière de nutrition. Une base de données détaillée est disponible en téléchargement [ici](#). Un rapport de synthèse décrivant les résultats concernant l'ensemble de la région et des notes sur le paysage de politique des pays peuvent être consultés [ici](#).

Orientations pour les politiques pertinentes en matière de nutrition

I. Exploiter les connaissances et les données disponibles pour concevoir des interventions solides, fondées sur des preuves et éclairer les politiques nationales appropriées au contexte

Nous recommandons une utilisation équitable et inclusive des connaissances à chaque étape d'évolution de la politique, dans la conception, la mise en œuvre, l'évaluation et la coordination de politiques futures.

À travers l'utilisation de données désagrégées :

- Veiller à l'utilisation de données désagrégées sur les causes immédiates, sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition lors de la conception d'activités adaptées basées sur des données. Utiliser des indicateurs politiques désagrégés, standards et comparables pour le suivi et l'évaluation de ces activités
- Dans l'impossibilité de suivre cette approche, cartographier les données suivies et celles qu'il serait souhaitable de mieux suivre, de sorte à identifier les lacunes et prendre des mesures pour les combler progressivement.
- Reconnaître les disparités, afin de prendre en charge les inégalités intra et intergénérationnelles pour améliorer l'égalité des politiques.

Par l'inclusion d'interventions adaptées au contexte et dont la rentabilité est avérée :

- Adopter une croissance inclusive respectant l'égalité entre les hommes et les femmes ; apporter un soutien à long terme (par exemple, dans la santé, l'éducation et les filets de sécurité) et d'intégrer des accélérateurs d'autonomisation. Compte tenu de la forte contribution des femmes à la sécurité alimentaire en termes de main-d'œuvre (y compris l'agriculture) et de leur rôle en tant qu'aidants naturels, plusieurs politiques préconisent la prise en compte des multiples sollicitations sur le temps des femmes, révélant un besoin d'alléger leur charge de travail, de lutter contre la ségrégation professionnelle et sectorielle, et d'encourager l'accès élargi à des emplois de meilleure qualité pour les femmes.
- Réorienter les politiques pour reconnaître les actions à doubles fonctions (ADF). Reconnaître le spectre complet des problèmes liés à la malnutrition, notamment la sous-nutrition et le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation.

À travers des stratégies de ciblage appropriées :

- Cibler les groupes à haut risque avec des interventions à fort impact (par exemple les cibles de l'Assemblée mondiale de la santé), lorsque les ressources sont limitées et que l'approche est appropriée en fonction du secteur. Si nécessaire, cibler le niveau population en décrivant dans les grandes lignes la pertinence de la stratégie pour la politique ou pour des composantes spécifiques de la politique; par exemple des interventions sensibles à la nutrition peuvent cibler le niveau population pour une couverture élargie, avec des avantages escomptés sur la vie des personnes, afin de s'attaquer aux problèmes de malnutrition et de santé, à l'échelle de la population globale ou locale, en tenant compte des disparités.
- Dans la mesure du possible, adopter une approche de cycle de vie dans le ciblage basé sur l'âge.
- Le ciblage tenant compte de l'équité pourrait être une stratégie plus appropriée pour certaines politiques ou composantes de politiques. La justification du ciblage basé sur des considérations autres que l'âge doit être explicite pour apporter des informations appropriées à toutes les étapes essentielles du processus d'élaboration de politique, que ce ciblage soit basé sur les disparités régionales, sur une comparaison entre la zone rurale et la zone urbaine, le type de source de revenu et de moyens de subsistance, la situation socioéconomique, la charge d'une maladie ou autres vulnérabilités.
- Quelle que soit la stratégie de ciblage employée par une politique donnée, le fait d'expliquer la justification de la stratégie et le chemin de l'impact attendu aura un effet positif sur les étapes de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation qui font suite à la formulation d'un document de politique nationale.

2. Renforcer la cohérence au sein et entre les politiques mises en œuvre dans des secteurs différents, pour assurer la synergie d'action permettant de relever les défis liés à la nutrition :

Améliorer la cohérence interne : Assurer l'alignement entre les étapes du processus, au sein d'une politique. Cette démarche requiert l'existence de liens logiques directs entre l'analyse de la situation, les objectifs établis, les activités prévues et les indicateurs choisis. Les composantes incluses et celles qui ne peuvent pas l'être devraient être clairement définies et différenciées.

Améliorer la cohérence externe : Chercher l'alignement entre les objectifs et les activités des politiques liées à la nutrition. L'amélioration de la cohérence entre les politiques dans un secteur ou un groupe de secteurs étroitement liés et entre tous les secteurs liés à la nutrition est essentielle, puisque les politiques de soutien d'un secteur peuvent être freinées par les politiques ou pratiques d'autres secteurs. Obtenir la cohérence des politiques suppose l'établissement et la coordination d'un dialogue intersectoriel, aux étapes de la planification, du suivi et de la révision de politique, ainsi que la garantie de la mise en œuvre des activités décrites. L'implication de nombreux secteurs différents avec la contradiction et la concurrence de leurs propres agendas et objectifs politiques, limite les efforts d'inclusion de la nutrition. Les discordances ou les incohérences, lorsqu'elles surviennent doivent être clairement identifiées indépendamment de la disponibilité opérationnelle du secteur à prendre immédiatement en charge les contradictions concernant les priorités ou à résoudre des incohérences dans le paysage de la politique globale. Lorsque la mise en place de politiques liées à la nutrition totalement intégrées s'avère problématique, une approche pragmatique pourrait consister au co-positionnement, autrement dit la coordination de l'élaboration des politiques sectorielles.

3. Renforcer l'obligation de rendre compte de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des interventions de haute qualité qui portent sur les problèmes relatifs à la nutrition, rencontrés dans les différents pays :

À travers l'obligation de rendre compte sur le plan institutionnel : Définir clairement les rôles et responsabilités des acteurs et des institutions concernées à tous les niveaux de juridiction et tout au long de l'évolution de la politique à partir de la formulation de la stratégie et du plan d'action jusqu'à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation. Des orientations claires concernant l'obligation de rendre compte doivent être spécifiées, à la fois au sein des services et entre les différents démembrements de l'État concernés pour encourager la réalisation des objectifs. Des mécanismes efficaces pour la transparence et la redevabilité doivent être élaborés, répliqués ou mis à l'échelle.

À travers les pratiques de suivi et évaluation : Renforcer aussi bien les systèmes de suivi et évaluation (S&E) de processus que d'impact afin de soutenir une gestion efficace des composantes de la politique et la mise en œuvre à l'échelle d'interventions efficaces.

À travers la responsabilité sociale : Prévoir dans les politiques, des dispositions claires relatives aux mécanismes de prise en charge de la responsabilité sociale en ce qui concerne la formulation consultative, le suivi et évaluation et la dissémination de la politique, constituant une obligation claire et explicite incombant aux fonctionnaires du gouvernement et aux prestataires de services.

4. Inclure la nutrition dans divers domaines de politique :

Contribuer à la création et au maintien d'un environnement propice à l'impact de la nutrition, grâce à l'intégration de la question de la nutrition dans les politiques établies dans les secteurs liés à la nutrition. Dans l'idéal, les politiques de différents secteurs devraient créer une dynamique cohérente favorisant l'avancement de la question de la nutrition.

Inclure la nutrition à chaque étape du processus d'élaboration des politiques : Lorsque la nutrition est intégrée dans une politique sectorielle, elle doit être incorporée dans l'analyse situationnelle, les objectifs, les indicateurs et les budgets concernant cette politique ; et les cibles clés en matière de nutrition doivent être également incluses. Les potentiels domaines de politiques dans lesquels la nutrition peut être intégrée sont entre autres, l'agriculture, l'éducation, l'environnement, le genre et les interventions sociales ou économiques.

Décrire la portée : Exposer clairement la portée des documents de politiques et les stratégies multisectorielles/sectorielles, en termes de défis majeurs en matière de nutrition. Il sera ainsi possible de cartographier l'envergure et la portée des interventions planifiées et d'identifier les lacunes qui doivent être comblées, aussi bien dans les futures politiques qu'à travers les programmes et les projets qui peuvent compléter les politiques existantes, au besoin.

5. Exploiter la collaboration et continuer à développer et à investir dans une solide coordination entre les secteurs, à travers le partage des connaissances :

Engager tous les secteurs et partenaires concernés aux consultations, au stade de l'élaboration des politiques pour une co-crédation plus efficace, une meilleure coordination de la mise en œuvre, un suivi et évaluation transparent et un partage de données. Placer les mécanismes de coordination à un niveau politique élevé facilitera la collaboration multisectorielle et la cohérence des politiques entre les secteurs, tout en évitant d'éventuels conflits d'intérêts dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de nutrition.

Créer une plateforme pour le partage de connaissances entre divers secteurs/diverses parties prenantes pour faciliter la concertation sur leurs priorités et leurs actions et contribuer à identifier et à éliminer les chevauchements.

Encourager le partage des connaissances dans tous les contextes et à tous les niveaux, de sorte que les efforts en matière de politiques puissent être pris en main par les acteurs au niveau national et local, en fonction des circonstances et des capacités. Renforcer l'utilisation des données disponibles dans le processus d'élaboration de politiques et promouvoir la création de connaissances et le partage de données dans l'ensemble de la sous-région.

Rendre tous les documents de politiques accessibles au public dans toute la sous-région pour encourager divers acteurs à apporter une contribution complémentaire aux politiques et favoriser la coopération entre les secteurs et les pays, dans le domaine de la politique axée sur la nutrition.

6. Assurer l'alignement sur l'agenda élargi de la nutrition :

Assurer l'alignement entre les différents agendas, en équilibrant les besoins et les priorités nationaux avec les agendas régionaux et mondiaux (par exemple, les cibles de l'Assemblée mondiale de la santé).

Inclure les accélérateurs de politique qui soutiennent la cohérence interne et externe dans l'élaboration de nouvelles politiques liées à un agenda de nutrition unifié (par exemple, renforcement du leadership et des capacités, le changement des normes sociales tenant compte du genre (structures familiales et communautaires), les campagnes de sensibilisation, l'autonomisation, les facilitateurs de la participation politique inclusive et l'accès aux marchés).

Renforcer les politiques nationales permettant de prendre en charge les problèmes relatifs à la nutrition et également consentir plus d'efforts et porter ces politiques au budget, les financer, afin de les traduire en actions opérationnelles avec des obligations claires de rendre compte.



PHOTO: BIOVERSITY INTERNATIONAL/B.VINCETI

Laura Casu¹, Irina Uzhova², Ampa Dogui Diatta³, Mariame Dramé¹, and Roos Verstraeten³

¹ Independent consultant | ² Institute of Technology Sligo |

³ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

Pour citer la présente publication :

Casu L., I. Uzhova, A.D. Diatta, M. Dramé and R. Verstraeten en collaboration avec le Bureau régional d'Action Contre la Faim pour l'Afrique occidentale et centrale. 2021. *Conseils pour l'amélioration de l'élaboration de politiques pertinentes en matière de nutrition en Afrique de l'Ouest*. Transform Nutrition West Africa : Note Factuelle No. 25 (Août). Dakar, Sénégal : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Cette publication n'a pas fait l'objet d'une évaluation par les pairs. Les avis exprimés dans cette publication sont ceux de l'auteur ou des auteurs et ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux de l'IFPRI ou approuvés par l'Institut.

Copyright 2021, Institut international de recherches sur les politiques alimentaires :

La présente publication est utilisée sous licence Creative Commons

Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0) Pour consulter cette licence, visiter le site <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>.



Transform Nutrition West Africa est une plateforme régionale qui a pour but de permettre une action efficace en termes d'élaboration de politiques et de programmes sur la nutrition. Elle est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates, pour la période 2017–2021, et est pilotée par l'Institution internationale de recherche sur les politiques alimentaires.

E IFPRI-tnwa@cgiar.org **W** westafrica.transformnutrition.org

T twitter.com/TN_NutritionRPC